manifestations pour les sans-papiers le 22 novembre à Paris et en province

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
20 au 26 novembre 1997

10,00 F

Pour la libre circulation des personnes

Régularisation de tous les sans-papiers

Le conflit des routiers a mis le doigt sur un paradoxe intéressant : les personnes qui exigent la libre circulation des marchandises (qu'ils s'appellent Jospin ou Madelin) sont les mêmes que celles qui voudraient fermer les frontières aux étrangers. Le nouveau gouvernement, avec le projet de loi Chevènement, continue à s'enfoncer dans la politique la plus absurde en matière d'immigration : la criminalisation et la fermeture des frontières.

Cette pensée bien entretenue depuis plus de 20 ans qu'il faut « maîtriser » (pour ne pas dire arrêter) les flux migratoires, entretient le mythe de l'invasion latente de la France et pose a priori l'étranger comme une menace. Force est de constater que cette politique est un échec total, à tout point de vue.

Tout d'abord, elle n'assure même pas le rôle de restriction qu'elle s'est fixée : si le nombre d'installations a statistiquement baissé, c'est que le nombre de sans-papiers a parallèlement augmenté. En effet, si des personnes veulent vraiment venir en France (en raison de la situation économique et/ou politique de leur pays) elles viendront, quel que soit le nombre de barrières. Entre partir ou mourir, le choix est vite fait. De plus, les étrangers qui auraient voulu seulement être de passage sont obligés de s'installer en France, faute de pouvoir y revenir s'ils partent. Ainsi, une personne venant en France juste pour quelques années, pour étudier ou pour travailler se voit contrainte de se sédentariser, voire de faire venir sa famille, si elle veut pouvoir la revoir, tant les possibilités de retour sont réduites.

Loin de ce que la « gauche » veut faire croire, le fait de pointer ainsi l'immigré (ou supposé comme tel) comme indésirable et comme source de tous les maux (chômage, insécurité,...) ne va pas dans le sens d'une meilleure « intégration », mais ajoute au racisme ambiant et le légitime. Les partis politiques essayant ainsi de ménager un électorat xénophobe et réactionnaire ne font que l'augmenter et le conforter dans ses idées.

Les immigrés « réguliers » sont soumis continuellement à la suspicion et doivent fournir toutes sortes de preuves (qu'ils sont menacés dans leurs pays,...) et de conditions (de ressources, de logement, d'amour,...) en toutes occasions. Ils sont victimes d'une discrimination officielle, en ce qui concerne les emplois dans la fonction publique, par exemple, et officieuse, par le racisme dont font globalement preuve les patrons à leur égard. La double peine est un autre exemple flagrant de discrimination : le simple fait d'être étranger implique une peine supplémentaire d'expulsion après avoir fait de la prison. Par exemple, dans les lycées professionnels, certaines entreprises proposant des stages indiquent qu'elles ne veulent pas de personnes étrangères, notamment maghrébines.

D'autre part, le fait même d'être sans-papier est un délit. En effet, il existe des prisons réservées à ce délit, pudiquement appelées centres de rétention. Ils ne peuvent pas non plus bénéficier de la Sécurité sociale. De toute façon, la présence de personnes sans droits est reconnue et « instituée » par les lois racistes passées et celles à venir. On se souvient en effet des parents d'enfants français, non expulsables et non régularisables. Mais encore dans la nouvelle loi, les personnes étrangères, conjointes de personnes « régulières » ou françaises, doivent attendre d'avoir « prouvé leur amour » (une année de vie commune) avant d'espérer pouvoir être régularisées. Mais surtout, la présence de clandestins est une bénédiction pour le patronat (surtout dans le BTP et la confection, entre autre), qui dispose alors d'une réserve de travailleurs corvéables à merci, non syndiqués et à bas salaire. Pour reprendre une expression appropriée, c'est la « délocalisation à domicile » (1).

Le problème, ce n'est donc pas l'immigration, mais la fermeture des frontières.

Cette façon de désigner l'immigré comme bouc-émissaire n'est pas uniquement électoraliste, elle permet aussi de masquer les vrais responsables de la misère que sont les capitalistes et leurs larbins. En effet, de quelle immigration veulent-ils se méfier ? Certainement pas celle des touristes américains, des étudiants allemands, des hommes d'affaires russes, des cadres japonais ou des rois du pétrole du Maghreb.

Parce qu'il est humainement impensable de vouloir tenir des gens dans la précarité, sans protection sociale, sans moyen de défense face à un employeur et qu'il faut « réparer » les dégâts des législations précédentes, parce que la politique de fermeture favorise les idées racistes, parce que la liberté de circulation pose le problème de la répartition des richesses à l'échelle nationale et internationale, les seules réponses possibles dans ce débat, et surtout dans les luttes en cours sur le sujet sont : régularisation de tous les sans-papiers et libre circulation des individus.

C'est pourquoi il nous faut lutter au côté des sans-papiers pour qu'ils sortent de leur situation précaire. Aujourd'hui comme hier, plusieurs formes de lutte existent. Les collectifs de solidarité avec les sans-papiers mènent différentes formes d'action complémentaires : aide administrative, mise en place de rapport de force avec les préfectures et les mairies. De plus, une campagne contre les centres de rétention vient d'être lancée par la Coordination nationale des sans-papiers. Aujourd'hui comme hier, même si la solidarité exige l'illégalité, nous serons solidaires.

Marc et Stéphanie
groupe de Montpellier

(1) *Monde diplomatique* de novembre 1997

ISSN 0026-9433 – **N° 1101**

M 2137 - 1101 - 10,00 F

Prison : pour les parloirs intimes page 4

Ex-U.R.S.S. : des anarchistes luttent en Russie et en Biélorussie page 5

EDITORIAL

La publication du livre noir du communisme provoque une ample polémique. Confiné à l'origine dans un petit cénacle d'historiens, ce débat est aujourd'hui porté sur la place publique. Ce qui devait n'être qu'un conflit académique s'est imposé comme un véritable enjeu politique. On ne peut que s'en féliciter.

Pendant trop longtemps, les crimes des régimes communistes ont fait l'objet d'un véritable aveuglement collectif. Pourtant, des témoignages accablants existent. Pour ce qui nous concerne, les anarchistes ont lucidement dénoncé le totalitarisme communiste dès les premières années du régime bolchevique. Les dirigeants communistes qui tentent d'expliquer aujourd'hui « qu'on ne pouvait pas savoir » sont des menteurs.

Il n'est pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. Pour ne parler que de la France, le P.C.F. a fait peser pendant des décennies une terrible chape de plomb sur le mouvement social. Maniant terrorisme intellectuel et intimidations physiques, les communistes ont imposé leur mythologie en lieu et place d'une analyse objective des faits. Toute critique portant sur les « pays socialistes » était sensée faire le jeu de la réaction. S'en prendre au P.C.F., c'était affaiblir la classe ouvrière. Faisant preuve à la fois d'un total mépris pour les exploités et d'une coupable stupidité, Sartre expliquait qu'il ne fallait pas « désespérer Billancourt ».

Comparer le stalinisme au fascisme n'a objectivement rien de choquant. Bien sûr, un tel rapprochement est reçu comme une insulte par les militants communistes. Pourtant, la sincérité et le dévouement de nombre d'entre eux n'est pas ici en cause. Mais, au-delà du cache-sexe idéologique, la lucidité oblige à reconnaître que les régimes se réclamant de l'un et de l'autre ont appliqué la terreur de masse pour édifier un État totalitaire au profit d'une petite minorité.

Du point de vue du mouvement social, on peut même affirmer que le communisme autoritaire a causé des dégâts plus profonds et plus durables. Ennemi de l'extérieur, le fascisme a été identifié comme tel et combattu. Ennemi de l'intérieur, le stalinisme est parvenu à dévoyer des pans entiers du mouvement social, le détournant d'une lutte révolutionnaire émancipatrice pour le mettre au service des intérêts diplomatiques de la bureaucratie soviétique.

Aujourd'hui, l'histoire a tranché. L'imposture du communisme autoritaire est avérée. Certains en tirent la conclusion que le capitalisme constituerait un horizon indépassable. Pour nous, bien au contraire, l'avenir appartient au communisme libertaire.

Repentance : l'Église va à Canossa

Au Moyen Âge la papauté et l'empire germanique rivalisaient pour le contrôle de l'Europe. Un des épisodes de cette rivalité opposa l'empereur d'Allemagne Henry IV au pape Grégoire VII. En position de faiblesse l'empereur fut obligé en 1077 de se rendre au château de Canossa en Toscane pour implorer le pardon du pape. Bien qu'il ait ensuite repris l'avantage, l'humiliation de l'empereur allant à Canossa est restée célèbre.

Aujourd'hui ce sont des évêques qui ont parcouru ce douloureux chemin symbolique. C'est la « déclaration de repentance » lue par l'évêque de Saint-Denis, Olivier de Bérranger au Mémorial de Drancy le 30 septembre 1997. A la lecture, il apparaît que les évêques ont serré d'assez près la vérité historique tout en expliquant et en nuançant la position de leurs prédécesseurs : « un loyalisme et une docilité allant bien au-delà de l'obéissance traditionnelle au pouvoir établi » ; « le rôle, sinon direct, du moins indirect, joué par les lieux communs antijuifs coupablement entretenus dans le peuple chrétien » ; « la hiérarchie considérant comme son premier devoir de protéger ses fidèles » ; « ce silence fut une faute » ; « nous implorons le pardon de Dieu et demandons au peuple juif d'entendre cette parole de repentance ».

Cette déclaration a été diversement reçue, de Jean-Marie Le Pen mécontent (on s'en doutait) à l'historien Arno Mayer qui aurait souhaité lui ajouter une pénitence (un jeûne de 24 ou 48 heures). Ces évêques en ont-ils trop fait, ou pas assez ? La plupart de ces jugements de valeur, si opposés soient-ils, restent dans la même logique générale que la déclaration ; celle d'une culpabilité collective et quasi-héréditaire. Cette notion est profondément réactionnaire. Il faut refuser d'entrer dans cette logique.

Une culpabilité collective ou héréditaire ?

Notre critique est radicale. Elle vise la notion même de « repentance ». La responsabilité ne peut être que personnelle. Chaque individu est responsable de ses actes, et seulement de ses actes. « L'Église en France » et le « peuple chrétien », cela signifie tous les baptisés. Une partie de nos lecteurs se trouvent incidemment parmi ces baptisés, même s'ils n'ont que faire de ce baptême. Sont-ils coupables ? Ou seulement ceux nés en 1940 ? Et ceux des siècles précédents ? Cette conception inadmissible est très répandue. C'était celle de Jacques Chirac parlant en 1995 de la « faute collective » de la « France patrie des Lumières » qui « accomplissait l'irréparable ». Tous les citoyens en tenue « demandent pardon ». Sans être pris de passion pour cette profession, est-ce à dire que chaque policier endosse cette culpabilité le jour où il endosse l'uniforme ? C'est une des ambiguïtés du procès de Maurice Papon. Cette conception a trouvé son point extrême avec le livre de David Goldhagen *Les Bourreaux volontaires de Hitler* (Seuil).

Cette conception de la culpabilité a une origine religieuse. Il s'agit du fameux « péché originel ». Dans l'Ancien Testament, la malédiction qui punit Adam et Eve de leur désobéissance s'applique à tous les êtres humains à naître. Cette légende absurde a fait des ravages inouïs. L'historien Jean Delumeau (qui s'est pourtant félicité de la déclaration) a montré dans ses livres comment cette notion, associée à l'interdit sexuel, a empoisonné la vie de millions de personnes. De là vient cet insupportable masochisme chrétien qui se complaît dans la confession, la contrition, la pénitence. Cette psychologie collective explique la forme de la déclaration. Mais elle ne se comprend vraiment que par rapport à un vieux conflit religieux et à un conflit politique plus récent. Voici comment ces deux conflits apparaissent à un observateur extérieur.

Un conflit religieux

Rappelons le début de cette histoire pour ceux qui n'ont pas été suffisamment assidus au catéchisme. Selon les Évangiles, Jésus est un « rabbi » comme il y en avait tant, faiseur de miracles et prêcheur de repentance. Seule différence, Jésus aurait déclaré être l'incarnation de Dieu. D'où le conflit avec les autorités religieuses organisées dans le « sanhédrin ». Arrêté et jugé par ce sanhédrin, Jésus est ensuite conduit devant le procurateur romain Ponce Pilate. En bon politique, celui-ci refuse d'entrer dans un conflit religieux interne aux populations locales. Il le signifie avec un geste symbolique public (il se lave les mains) et déclare « Je suis innocent de ce sang. C'est votre affaire ! » Toujours selon les Évangiles « Tout le peuple répondit ; nous prenons son sang sur nous et sur nos enfants ». C'est cette culpabilité collective et héréditaire qui fonde la notion de « peuple déicide » (meurtrier de Dieu).

De là date l'hostilité chrétienne. Un seul exemple : celui de Luther qui a échoué à convertir les juifs à sa version du christianisme. Il écrit en 1543 un pamphlet virulent *Contre les juifs et leurs mensonges*. Il est juste de noter que cet antijudaïsme chrétien n'est pas racial. Il vise la conversion. Une fois celle-ci opérée, le nouveau baptisé doit être accepté. Le plus féroce des inquisiteurs, Torquemada, était d'origine juive. Le racisme biologique, né au XIXe siècle, ne l'aurait pas toléré. Il est vrai aussi qu'il existait un antisémitisme populaire ou politique qui utilisait des termes religieux, mais il n'était pas cohérent avec la doctrine chrétienne.

Le pape Pie XI déclare en 1938 « Spirituellement nous sommes des sémites ». La revendication de cet héritage spirituel implique un « accomplissement » de l'« ancienne alliance » entre Dieu et le « peuple élu ». C'est une « nouvelle alliance ». Tous les êtres humains, y compris les juifs, sont appelés à constituer le « peuple de Dieu ». Les deux points autour desquels le conflit se noue sont donc le texte évangélique et l'appel à la conversion.

Cela apparaît clairement à New York en 1993 avec la polémique sur le spectacle de Robert Hossein « Jésus était son nom ». Cela apparaît de façon feutrée avec la controverse de spécialistes dans la série « Corpus Christi » diffusée par Arte cette année. Cela apparaît en filigrane au cours du long feuilleton du carmel d'Auschwitz. Les documents officiels (1948-1978) *Les Églises devant le judaïsme* (éd. Cerf) révèlent sur ces deux points une division au sein de toutes les Églises chrétiennes.

De manière générale, le texte évangélique tend à être nié et le prosélytisme tend à disparaître. La plupart des thèses de l'historien Jules Isaac sont officiellement adoptées, malgré de fortes réticences publiques ou privées. La doctrine chrétienne traditionnelle n'est soutenue que dans des textes à diffusion réduite tel celui de Malachi Martin. L'ensemble des Églises semble s'orienter vers un « mea culpa » général se traduisant par l'abandon de leurs thèses sur ces deux points. En langage ecclésiastique cela donne, dans la déclaration des évêques d'Allemagne à Wurzburg en 1995 : « L'Église respecte la spécificité du judaïsme ».

Un conflit politique

Le 30 septembre « les évêques de France ont seulement voulu s'adresser aux responsables de la communauté juive organisée ». C'est Henri Hajdenberg, président du C.R.I.F. (Conseil représentatif des institutions juives de France) qui le signale dès le début de sa propre déclaration. Or les organisations fédérées par le C.R.I.F. ne rassemblent que le quart des quelques 600 000 à 700 000 juifs de France. Il y a donc là aussi un problème de représentativité. Au sein même du monde associatif, la situation du C.R.I.F. est particulière. Le consistoire central (instance administrative religieuse) s'en était retiré plusieurs années avant de le réintégrer en 1995. Les mouvements religieux orthodoxes ou Loubavitch restent à l'extérieur. En fait c'est le F.S.J.U. (Fond social juif unifié) qui détient l'hégémonie aujourd'hui. Il se caractérise par un fort attachement à l'État d'Israël. On aborde là le deuxième conflit entre juifs et chrétiens, le conflit politique.

On sait que le sionisme a été fondé par Théodore Herzl, auteur de *Der Jundenstaat* (L'État juif) et organisateur du premier congrès sioniste à Bâle en 1897. La colonisation de la Palestine aboutit à la création de l'État d'Israël en 1948. Selon Maxime Rodinson « l'hégémonie presque absolue de la vision israélienne des choses sur l'opinion occidentale » explique que l'espoir d'une « Palestine démocratique et laïque », dans laquelle chaque citoyen ne serait pas défini par son ethnie et sa religion, s'éteigne peu à peu.

L'Église catholique avait également un projet, différent de la réalisation sioniste et de l'espoir palestinien. Elle visait principalement à faire reconnaître un statut d'autonomie internationale à Jérusalem. André Chouraqui a décrit sa vision du conflit. Il porte sur la reconnaissance de l'État d'Israël par le Vatican, et même de Jérusalem comme sa « capitale éternelle ». Ce conflit politique a un arrière-plan religieux. M. Rodinson décrit le sionisme comme un « nationalisme séculier ». Cela signifie qu'il transporte dans le domaine politique des idées religieuses : « terre promise », définition du « juif » selon les critères rabbiniques... La contestation interne des religieux orthodoxes est purement théologique. Pour eux, le « retour à Sion » devait suivre la venue du messie et non la précéder. Dans le conflit politique aussi, on constate un déclin des thèses chrétiennes. La plupart des États protestants ont reconnu et soutiennent activement Israël. L'Église catholique a fait un pas vers la reconnaissance sans accepter le statut de capitale pour Jérusalem.

Pour qui observe de l'extérieur ces deux conflits, religieux et politique, entre juifs et chrétiens, il apparaît que les seconds vont de défaite en défaite. Ce rapport de force est bien illustré par la réflexion de La Rochefoucault « Notre repentir n'est pas tant un regret du mal que nous avons fait qu'une crainte de celui qui peut nous arriver ». Juifs et chrétiens se dirigent-ils vers un Grand Pardon étendu à l'humanité entière comme le souhaite André Chouraqui ? Quelle serait alors la position de ceux qui refusent ces deux religions ?

Lucifer

Pour en savoir plus...

Maxime Rodinson, *Peuple juif ou problème juif?*, Ed *La Découverte/poche*. Indispensable. Une analyse rationaliste approndie et des positions humanistes sur l'antisémitisme, Israël, la judéité...

Malachi Martin, *Le peuple que Dieu s'est choisi*, Ed. Dominique Martin Morin. La position catholique traditionnelle, rappelée par un jésuite américain.

André Chouraqui, *La reconnaissance. Le Saint Siège, les juifs et Israël*, Ed Laffont. Le point de vue juif, par l'ancien maire de Jérusalem et traducteur de la Bible.

Un antisémitisme païen ?

Les évêques parlent des « origines païennes de l'antisémitisme ». C'est faux. Les Grecs et les Romains critiquaient les « Judéens » de l'époque pour leur volonté de particularisme, de séparation d'avec les autres peuples, et non pour des motifs ethniques. De même il est faux de parler de « virulence néo-païenne » à propos du nazisme. Les quelques individus et groupuscules se réclamant d'un « paganisme nordique », d'ailleurs fort mal compris, étaient ultra minoritaires. Le point 24 du programme du N.S.D.A.P. (parti nazi) précisait : « le parti comme tel prend position pour un christianisme positif sans se lier à aucune confession de foi ». L'Église catholique, et plus encore les Églises protestantes, étaient à la fois rivales et collaboratrices du nazisme. Maxime Rodinson l'a démontré de façon remarquable ; il n'y a pas d'« antisémitisme éternel » qui ferait face à un « juif éternel ». Il y a des « judéophobies multiples » dans le cadre de conflits religieux, politiques ou sociaux. Lors du Congrès mondial des religions pour la paix, à Nairobi en 1984, André Chouraqui a demandé pardon aux peuples païens des crimes commis contre eux par les peuples qui se réclament sous des noms divers du dieu de la Bible. On ne lui en demandait pas tant.

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays ..... A partir du n° .....(inclus).
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

abonnez-vous!

Un bilan de la grève des routiers

Lors du récent mouvement de grève des routiers, nous avons pu rencontrer sur les barrages de Lyon, notamment à la raffinerie de Feyzin et à Villefranche, des militants syndicaux. Il s'agissait de recueillir des informations, sur le terrain. La CFDT restant le syndicat majoritaire, J. Che a été reçut, suite à ces rencontres, dans l'émissions des groupes lyonnais de la Fédération anarchiste, « Idées noires », mercredi 12 novembre, sur la station lyonnaise Radio Canut. C'est cette interview que nous livrons aujourd'hui au Monde libertaire.

Le Monde libertaire : L'an dernier, un accord avait institué la retraite à 55 ans, et la réduction des jours de carence de 10 jours à 5 jours. Mais il n'y avait rien eu sur la question salariale, hormis la fameuse prime de 3 000 F. Cela a rejailli cette année, mais la grève a laissé un goût « d'inachevé ». Peux-tu nous exposer ton sentiment à ce sujet ?

J. Che : Pour les acquis de cette année, il est vrai que, sur le fond, et malheureusement, il y a certaines choses qui n'ont pas été faites. On peut citer la prime de 3 000 F. On a un gros problème là-dessus. Mais cela devrait se régler. Depuis l'an dernier, on a résolu beaucoup de problèmes autour de cette prime, soit par des grèves ou soit devant les tribunaux. On espère donc que les patrons auront compris… Par ailleurs, pour cette année, il faut quand même noter qu'il y aura 22 % d'augmentation sur trois ans. Ça, c'est positif.

M.L. : les 10 000 F pour 200 heures en l'an 2000, c'est pour une petite minorité de chauffeurs, pour les 10 à 15 % de chauffeurs longue distance uniquement.

J. Che : Il est vrai que ce n'est pas pour toutes les catégories, mais ça, il fallait s'en douter… Ceci dit, Il y a 6 % d'augmentation tout de suite pour les conducteurs (au niveau marchandises), rétroactifs au 1er octobre. Les voyageurs et les ambulanciers, les déménageurs et les sédentaires ont aussi obtenu des choses : ils auront 4 % à partir du 1er novembre.

Autre point : avant on faisait des contrats à 200 heures et point final. Maintenant, le coefficient pour les grands routiers est de 8 700 F pour 200 heures mais cela va être déclenché comme l'impose le Code du travail. Il y aura donc un taux horaire de 41,82 F pour 169 heures. Ensuite, pour arriver à 200 heures, vous aurez 31 heures comptées en heures supplémentaires à 25 %. Enfin, celui qui bosse 220 heures aura 169 heures à 41,82 F, 31 heures à 25 % (à 52,27 F) et 20 heures à 50 % (62,80 F).

M.L. : Nous voudrions savoir ce qui a changé entre le premier accord « avorté », juste avant le mouvement, et cet accord là.

J. Che : Depuis des années, c'était l'embrouille avec la R.G.G. (Revenu global garanti). Il s'y glissait toute sorte de primes, y compris le treizième mois, histoire de dire qu'on nous payait au niveau de la Convention collective. Pour être plus précis, voilà ce qui a changé : sur le haut du bulletin de salaire, on devra voir, au minimum, le S.M.P.G. (Salaire mensuel professionnel garanti). Les diverses primes (mensuelles, annuelles) devront s'ajouter à ce salaire mensuel. Pour être plus clair, nous allons prendre un exemple. Le salaire de base d'un conducteur livreur sera de 7 231 F pour 169 heures, au 1er janvier 1998. Avant la nouvelle définition, on aurait pu voir 6 664 F sur le haut du bulletin de salaire (le S.M.I.C. actuel) ; et le patron aurait pu dire : vous avez une prime de fin d'année de 7 200 F (c'est-à-dire 12 x 600 F), j'ajoute ces 600 F au 6 664 F et le résultat de l'addition est 7 264 F, vous êtes donc au-dessus de la R.G.G. et des 7 231 F. Maintenant, cette « bidouille » n'est plus possible. Il doit y avoir 7 231 F pour 169 heures, point !

M.L. : Remarquons que Lecoq, le secrétaire national de la C.F.D.T. route, était pour surseoir à la grève et signer le premier accord.

J. Che : Le Cocq, pour apposer sa signature, avait besoin de l'accord de la base. Nous avons répondu par la négative. Il est vrai qu'il y a eu cette proposition de reporter l'action au 12 novembre. Nous n'avons pas été d'accord, d'une part parce qu'on avait déjà tout préparé, et d'autre part, parce que l'on savait depuis près d'un mois que l'on allait au conflit de toute façon… Ensuite, le vendredi, le fax avec le texte de l'accord est tombé dans tous les syndicats. Sur Lyon, il y a eu un petit oui à 55 % contre 45 %. Il est vrai aussi que nous commencions à être fatigués…

M.L. : L'an dernier, il y avait eu des gros barrages d'axes routiers, cette année, il y a plutôt eu des actions plus ponctuelles sur des lieux stratégiques.

J. Che : Sur le barrage de l'A6, on a dû lâcher parce que les espagnols ont forcé le barrage. Il faut dire que le contexte n'était pas favorable : sur 700 camions environ, 680 étaient espagnols, 15 allemands, polonais ou venaient des pays de l'Est, et puis seulement trois ou quatre étaient français. Comme la grève était bien annoncée, le patronat a laissé les camions dans leurs entrepôts. Les employeurs ont dit aux chauffeurs : « soit vous êtes en repos compensateur, soit vous ne travaillez pas »… En fait il n'y a eu que très peu de camions français sur la route ! Sur l'A6, si on avait 15 camions à tout casser, c'était le grand maximum… !

M.L. : Mise à part l'attitude de l'U.F.T., ce syndicat patronal connu pour être quand même assez virulent, on a vu, à Vitrolles, une milice patronale faire des exactions contre les routiers. Quelle a été votre réaction ?

J. Che : Le conflit s'est terminé le vendredi vers six, sept heures du matin. L'après-midi, on est allé faire une action chez T.F.E. (Transport frigorifique européen) à Saint Genis-Laval, en solidarité avec les copains de Vitrolles qui ont été attaqués par cette milice « patronale », pour ne pas citer et faire de la publicité gratuite au parti politique qui est derrière… On a bloqué T.F.E. pendant tout l'après-midi.

M.L. : Le mot de la fin ?

J. Che : Il reste beaucoup de problèmes à résoudre et nous avons du pain sur la planche… Il se pourrait bien qu'en novembre 1998 on retourne camper sur la route. Je préfererai au mois de juillet, il fait meilleur !

LILLE

Un local pour les sans-papiers

Depuis le 29 octobre, les sans-papiers lillois ont déménagé. Depuis onze mois, le comité lillois des sans-papiers occupait la salle d'exposition de la Maison de la Nature et de l'Environnement.

Sans doute l'approche des élections régionales a-t-elle fini par rendre intenable la situation de Mauroy, qui prétendait ne pas pouvoir accueillir dans un de ses bâtiments des étrangers en situation illégale. La pression des associations environnementalistes a dû hypothéquer les accords en vue de la répartition du gâteau électoral du printemps prochain avec les Verts.

Quoi qu'il en soit, les sans-papiers disposent maintenant d'un local prêté par le C.H.R. (la mairie de Lille fait partie de son Conseil d'administration), très excentré dans la ville (volonté de les mettre au placard ?). Une question reste en suspens, car les sans-papiers sont maintenant sous la « protection » de la mairie de Lille : Mauroy laissera-t-il expulser ceux d'entre eux qui auront reçu un refus du gouvernement ? Je crois que vous connaissez la réponse…

B.D.

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire
http ://www. altern. org/fa

LYON

Restos U - Cités U : *le personnel en a ras-le-bol !*

Le C.R.O.U.S. (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires), organisme parapublic, gère l'hébergement des étudiants, la restauration, et les bourses étudiantes. Celui de Lyon-Saint-Etienne emploie 350 salariés : cuisiniers, femmes de ménage, agents d'entretien…

Depuis 7 ans, date de l'arrivée du directeur Coudour (ex-détaché au ministère des affaires étrangères sous Giscard d'Estaing), les employés divisés et brimés n'avaient pas trop manifesté contre la direction. Pourtant les problèmes étaient là : bas salaires, perte du pouvoir d'achat, personnel absent non remplacé, harcèlement mental sur certains employés.

Cette année, le personnel s'est mobilisé dans plusieurs régions pour montrer son mécontentement. Ses revendications : avoir un 13e mois, réviser les grilles de salaires, et obtenir un statut de fonctionnaire à l'instar des A.T.O.S. (personnel de l'éducation nationale réalisant les mêmes fonctions que le personnel des C.R.O.U.S.).

Sur la région Rhône-Alpes, les ouvriers de Saint-Etienne se sont mis en grève dès le lundi 3 novembre jusqu'au vendredi 7 novembre. Ceux de Lyon ont suivi en faisant une journée de grève nationale le jeudi 6 novembre. Le mouvement a été très suivi. Pendant la semaine de grève, des ventes de sandwichs ont été réalisées devant les restaurants universitaires qui, grâce à la présence du personnel précaire (C.D.D., étudiants employés à l'heure, C.D.I. avec une période d'essai d'un an), assuraient un service minimum. L'argent récolté a permis d'adoucir la perte de salaire due à la grève et les sandwichs invendus furent offerts aux routiers en grève.

Le préavis de grève national prenant fin le 7 novembre, et devant une telle mobilisation (80 % du personnel des restaurants), les délégués syndicaux régionaux (C.G.T. en l'occurrence) déposèrent un nouveau préavis de grève à partir du mercredi 12 pour obtenir des négociations à l'échelle régionale, notamment pour contrecarrer les effets de l'annualisation du temps de travail mise en place il y a 2 ans (1716 heures de travail par an). Celle-ci permettait aux gestionnaires d'utiliser le personnel aux jours et heures désirés, sans avoir à le prévenir suffisamment à l'avance. Dès le lundi 10, la direction, redoutant une nouvelle mobilisation, recevait une délégation et acceptait la notion d'un délai d'une semaine pour prévenir le personnel de ses horaires.

En attendant, afin de casser le mouvement unitaire du personnel, la direction n'a rien trouvé de mieux que de retirer tous les jours de grève sur le salaire de novembre. Pour une entreprise à vocation « sociale », les méthodes restent répressives comme dans le privé.

Quant aux revendications nationales, elles ont été déposées au ministère de l'Éducation nationale. Le personnel des C.R.O.U.S. est prêt à repartir en lutte si ses revendications restent sans réponse. Affaire à suivre…

Manu. – groupe Déjaque

SAINT-ETIENNE

Casino : O.P.A. sur l'intersyndicale

APRES LA GRANDE mascarade du 20 octobre où l'on a vu défiler ensemble et d'un même pas exploiteurs et exploités, c'est le silence radio du côté des sections syndicales du groupe Casino comme si ceux qui ont osé entraîner les salariés dans ce carnaval n'avaient plus rien à dire. Il est vrai qu'ils n'ont pas de quoi être très fiers de leur compromission. Ils pourraient avoir au moins la décence de remobiliser leurs troupes pour obtenir de meilleurs salaires et pour améliorer leurs conditions de travail.

Mais il est vrai que c'est plus risqué, qu'il faudrait s'opposer à leur direction. Ils connaîtraient pourtant le sentiment réel de M. Guichard et compagnie sur la défense du droit de grève. Il est plus facile de faire croire que cette manifestation a fait l'unanimité parmi le personnel, mais il suffit de discuter un peu avec certains salariés pour se rendre compte qu'il n'en est rien. Beaucoup, même parmi ceux qui ont défilé, se sentent mal à l'aise. Tous n'avaient d'ailleurs pas la même motivation pour participer: peur d'être montré du doigt, d'être sanctionné, marqué à l'encre rouge en cas d'absence... D'autres se disent profondément choqués que la C.G.T. se soit ralliée à la manifestation (C.G.T. minoritaire au sein de Casino, qui n'a pas voulu se marginaliser dans un souci de préserver ses chances pour les prochaines élections professionnelles). Mais revenons sur cette manifestation pleine d'enseignements.

Mardi 20 octobre, environ 10 000 personnes ont manifesté pour soutenir l'entreprise stéphanoise Casino contre l'offre publique d'achat de Promodès (distributeur dont le siège social est en Normandie ; les hypermarchés Continent). Parmi ces manifestants, plusieurs milliers de salariés du groupe Casino, venus de toute la France, répondaient ainsi au mot d'ordre de l'intersyndicale F.O.-C.F.D.T.-C.F.T.C.-autonomes. La C.G.T., absente de l'intersyndicale, s'est jointe au cortège, prenant soin de se démarquer par des slogans qui dénonçaient la responsabilité des financiers. Le défilé qui s'ébranlait vers quatorze heures respectait scrupuleusement un ordre défini et «hiérarchique».

Une manifestation presque consensuelle...

Derrière la banderole de l'intersyndicale et ses représentants, se trouvaient en tête les politiques (de gauche comme de droite) et la direction de Casino (autour de son président Ch. Couvreux). Venaient ensuite l'encadrement (C.F.E.-C.G.C.), les salariés du siège social, les gérants et les employés d'entrepôts. Puis suivaient de fortes délégations d'hyper et supermarchés, et enfin les Unions Départementales des syndicats.

La direction a affrété des cars et financé les frais d'hôtellerie. De plus les heures des manifestants étaient payées par la direction. Même le choix du jour n'avait pas été laissé au hasard, puisque le mardi était le jour le plus creux pour les ventes des magasins Casino qui étaient restés ouverts (profit oblige).

Il y avait quelque chose de singulier et de choquant dans cette manifestation ou l'on voyait les salariés défiler pour soutenir leur employeur. Les exploités ont donc défilé avec leurs exploiteurs. Cet amalgame repose sur une véritable escroquerie. Si une O.P.A. se traduit souvent par une restructuration, et donc des pertes d'emplois, il s'agit d'abord d'une lutte sans merci entre deux groupes de financiers et de capitalistes, entre deux géants de la distribution. L'habileté des dirigeants de Casino et de la bourgeoisie stéphanoise a été de faire croire aux salariés qu'il y avait d'un côté Casino faisant du social et de l'économie régionale, et, de l'autre, le méchant Promodès. Ils n'ont pas manqué de faire jouer «l'esprit de clocher» comme si le Forez était en guerre contre la Normandie.

Grâce à la manifestation, la direction a réussi une O.P.A. sur les syndicats. L'intersyndicale est restée muette sur la question des emplois précaires, la généralisation des temps partiels, la faiblesse des salaires, la défense du droit syndical dont on sait qu'il est particulièrement malmené à Casino, et le respect des conventions collectives.

La famille Guichard, J-Ch. Naouri (Rallye) – le prolo devenu millionnaire – et Halley (Promodès) défendent avant tout leurs intérêts, ceux du capital. N'oublions pas les propos musclés et injurieux des Guichard, Kemlin et consort contre les grévistes de l'automne 95, leur minable contre-manifestation poujadiste, ni les 6 000 emplois disparus après le rachat par Casino de Cedis, la Ruche et Rallye.

Après la grève des routiers, n'oublions pas la responsabilité des grands groupes de la distribution, dont Casino qui, favorisant la concurrence sauvage, contribuent à la déréglementation des transports et par là même aux conditions de travail scandaleuses des chauffeurs routiers.

Casino est-il prêt à réduire ses profits et à embaucher pour entre autre décharger les camions?

Au lieu de huer la devanture du supermarché Champion (Promodès), les salariés devraient s'unir pour lutter contre leurs exploiteurs. Contre la déréglementation des transports, il faut l'unité des chauffeurs routiers (trahis par la C.F.D.T.), des producteurs et des consommateurs.

Le vrai combat se situe à ce niveau; sur le plan de la lutte sociale, sans compromission. C'est notre combat!

Reynald Degemard. – groupe Nakhno (région stéphanoise)

Casino organise la régression sociale

Dans son numéro de novembre, *Alternatives économiques* analyse le bilan de 124 grandes entreprises françaises.
Casino s'y illustre comme l'un des grands champions de la flexibilité et de la précarité. En 1996, elle a embauché en C.D.D. tout en supprimant 1600 C.D.I. Depuis les exonérations de charges patronales mises en place par la gauche en 1993, deux temps partiels reviennent bien moins cher qu'un temps plein. Dans ce domaine, Casino est classée à la deuxième place avec plus de 42% de salariés à temps partiel.
En 120e position pour le salaire de ses employés, l'entreprise Casino est une «grande famille» qui paie à coups de fronde. Cette règle souffre d'exceptions. Bien évidemment, elle ne s'applique pas aux cadres dirigeants, Casino occupant pour cette catégorie la quinzième place du palmarès.

Patrick. – groupe Durruti (Lyon)

PRISON

Plaidoyer pour un espace privé

Il y a quelques mois, l'Observatoire international des prisons. a lancé une campagne sur le droit à l'intimité. Beaucoup de courriers parviennent de multiples prisons à Ras-Les-Murs sur ce sujet. Récemment, Alfonso, mandaté par les détenus de Moulins-Yzeure rappelait que cette revendication reste une des exigences incontournables de la population carcérale. C'est pourquoi nous versons au dossier de ce débat la lettre d'un des correspondants habituels de Ras-les-Murs, Dimitri de Bois-d'Arcy.

Ras-Les Murs (Radio libertaire)

LE MOT «PARLOIR» est prononcé par tout le monde. Mais il renvoie à un fonctionnement: on y parle! Comme dans un crachoir, on crache. Dure définition pour un lieu. On n'y désigne que le lieu, d'ailleurs, pas l'objectif. Car que fait-on finalement dans ce lieu tant investi?

Soyons simple, moins monacaux, laissons le parloir aux trappistes et soyons plus pragmatiques, plus concrets. Dans ce lieu, on rencontre les gens que l'on aime et qui nous aiment. Donc «visite familiale» ou visite privée. Mais il faut des siècles pour simplifier les administrations. Le drame est que l'on finit par trouver naturel ce qui est conventionnel et habituel. C'est vrai pour ces mots comme pour bien d'autres.

Les mots sont souvent plus piégeants qu'on ne le croit. Ils façonnent notre mentalité. Ainsi, parler de «parloirs intimes» est souvent choquant. Encore plus, «parloirs sexuels», à mon avis. Dans le dernier, on connaît le contenu. Dans le premier, cela pose problème. Alors... on coince. Pourtant, l'intimité est un droit pour tous. Partout, sauf en prison. Parlons plus simplement de «visites privées». Cela évitera de mettre le nez dans ces visites!

Cela permettra aussi de respecter cet espace en le privatisant. Ce serait un premier pas vers une normalisation ou, plutôt, une banalisation, car il ne peut y avoir trop d'écart entre le monde extérieur et la vie carcérale, sauf à manquer le coche d'une réinsertion sociale. Logique!

Quant à savoir s'il y a une sexualité ou pas, ce n'est guère le problème en prison. C'est déjà une question d'ordre tellement général dans notre société que nous pouvons la poser ainsi: une personne a-t-elle besoin de réaliser sa sexualité pour trouver son équilibre?

Nous nous interrogerons longtemps, car la réponse est personnelle et dépend d'un libre arbitre, d'une histoire subjective. Il est aussi violent d'imposer que d'interdire. Mettre ce problème en exergue sur le plan de la prison, c'est en faire une obsession mentale ridicule et évacuer la question de fond: y est-il possible d'avoir des relations sexuelles? La sexualité n'est pas une récompense. C'est un mode de vie possible à un moment de l'existence.

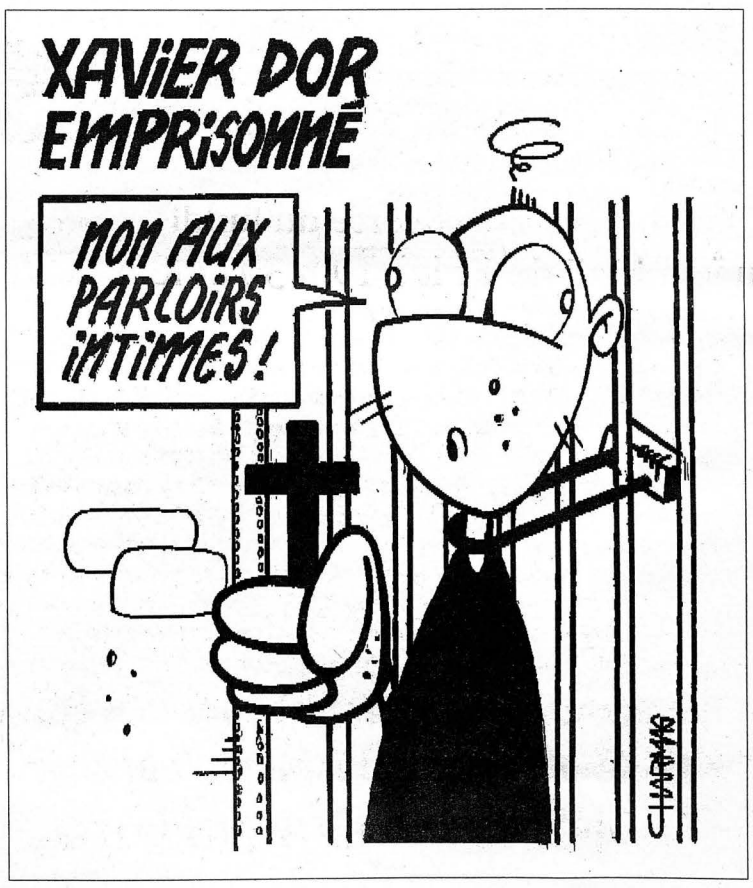
La sexualité, d'ailleurs, ne se réduit pas au seul sexe. Ce qui tracasse sans doute tout un chacun est d'imaginer qu'un couple peut s'adonner à des ébats derrière une porte. Et alors...

Or, l'intimité est tout à fait autre chose. Elle dépasse largement le seul sexe. L'acte sexuel n'est pas obligatoire. Il ne s'agit pas de conduire les prisonniers à la saillie, comme des étalons frustrés. Cela manquerait singulièrement de respect et d'humanité. Nous le savons, il y a souvent plus de sexualité dans certaines paroles que dans des actes sexuels. Il ne peut y avoir sexualité que dans un partage. Soyons clairs: il ne s'agit pas de dire: «Restons au niveau de la parole», mais, au contraire, d'affirmer: «Laissons à chacun le droit inaliénable à un espace privé. Tout homme en a besoin, pendant ces visites précisément privées. Le reste ne regarde personne d'autre!»

Il n'est pas question de dire que les rapports sexuels sont plus ou moins dignes que l'abstention. Les interdire à ceux qui souhaiteraient s'exprimer ainsi est certainement indigne et peu compréhensible d'un pays dit évolué. Il ne s'agit même pas de moraliser un tel droit. Chacun a sa propre morale dans ce domaine, comme dans d'autres. L'État s'en mêle, d'ailleurs, trop souvent. Cela frise le ridicule, mais c'est un autre débat.

La prison doit permettre une approche humaine des relations matures. Ce serait donc un espace privé qui ne mettrait pas en cause la sécurité. Ce concept est, en fait, le fourre-tout des interdits de l'administration. Nous sommes en prison? Oui, mais nous sommes aussi des êtres vivants. Les visites familiales sont le lieux et le moment de relations adultes naturelles. A quoi sert la prison, si elle ne permet pas aux prisonniers d'acquérir la maturité?

Dimitri - Bois d'Arcy



détenus abonnés du *Monde libertaire*

En cas de transfert, signalez-nous votre nouvelle adresse le plus rapidement possible. L'administration pénitentiaire ne nous donne jamais les adresses des détenus transférés... et le journal revient avec la mention «N'habite plus à l'adresse indiquée».

L'administration

Rencontre avec des anarchistes russe et biélorusse

Ioulia : En Russie, aujourd'hui, il y a une sorte de capitalisme sauvage. Avant, c'était le capitalisme d'État ; les ouvriers avaient quelques privilèges : le droit au travail était obligatoire, les salaires étaient fixés et versés à temps. Maintenant, c'est différent, c'est-à-dire qu'il y a beaucoup de produits dans les magasins mais la plupart des travailleurs ne peuvent pas les acheter.

La différence du capitalisme sauvage, par rapport au capitalisme d'État, c'est que le capital a été transformé. Avant, c'était le capital d'État, dont les bureaucrates sont devenus aujourd'hui capitalistes, businessmen… Ce sont souvent les mêmes gens. Maintenant, on privatise tout. Il y a déjà eu trois vagues de privatisation. On privatise les télécommunication, l'éducation, la médecine (l'assurance maladie devient privée). On a ouvert plusieurs universités et écoles privées.

La situation des travailleurs devient de plus en plus dure. Les prix augmentent plus vite que les salaires. Les salaires ont des retards de quelques mois et ils sont très bas.

1000 roubles, ça fait un franc. Si un ouvrier gagne 600 000 roubles, il gagne 600 F, et les prix sont presque les mêmes qu'en Europe occidentale.

M.L. : Pourquoi n'y a-t-il pas de protestation ?

Ioulia : Il y a des grèves, essentiellement spontanées. Les syndicats officiels qui regroupent la plupart des travailleurs sont réformistes. Ils reculent toujours au dernier moment, et cherchent à s'entendre avec le gouvernement alors que les intérêts du gouvernement sont contraires à ceux des travailleurs.

M.L. : Comment considérez-vous votre action ?

Ioulia : Notre but principal est de briser la passivité des gens, de faire de la propagande, de constituer des syndicats indépendants. Pendant les années de totalitarisme, nous avons été isolés des expériences de mouvements indépendants des travailleurs. Et maintenant, nous devons apprendre. Notre organisation a été créé il y a quatre ans, et elle a participé à de nombreuses grèves et manifestations. Nous distribuons aussi de la littérature et des tracts.

Nous avons réussi à publier un journal (ce qui n'est pas facile à cause des prix), *L'action directe*, qui n'a rien à voir avec le groupe que vous avez connu en France. Nous avons déjà fait sept numéros et nous préparons le huitième. Nous avons publié une brochure, *Qu'est-ce que l'anarchosyndicalisme ?*, et l'an dernier nous sommes rentrés à l'A.I.T.

Pendant la guerre en Tchétchénie, que l'on dit terminée alors qu'il y a encore des conflits, nous avons participé à une campagne antimilitariste. Nous étions les seuls à agir contre la guerre. Nous avons fait des actions avec d'autres organisations, dont une association de mères de soldats tués pendant la guerre. Nous avons fait tout ce que nous pouvions, mais la mobilisation est restée très faible. C'est dommage, car je pense que s'il y avait eu un large mouvement de protestation, la guerre n'aurait pas eu lieu.

Nous avons réussi à organiser une bibliothèque à Moscou. Nous y organisons nos conférences. Nous y faisons une collecte pour un orphelinat qui se trouve dans une très mauvaise situation. Nous préparons des actions contre le projet de hausse des loyers.

Ioura : En 1991, l'ex-U.R.S.S., héritière de l'empire russe, est dissoute. La Biélorussie devient un État indépendant. Pendant trois ans, il y a eu des processus contradictoires. D'un côté, la Nomenklatura a essayé de changer ses privilèges tout en les conservant. De l'autre, c'est l'émergence du mouvement ouvrier indépendant et de formations politiques de toutes sortes qui ont tâché de défendre les intérêts des travailleurs.

Durant cette période, il y a eu beaucoup d'illusions sur l'économie libérale. Mais les réformes du marché ont conduit à la chute de ces illusions. Il y a eu le chômage, la mafia… Le niveau de vie a baissé.

Dans cette situation, l'establishment a changé la république en système présidentiel. Ils ont dû durcir les institutions répressives pour se défendre du peuple. Loukachenko est arrivé au pouvoir. Sa popularité s'est faite sur ses interventions contre la corruption. Il a endormi la conscience des travailleurs par la démagogie sociale. Il a changé l'idéologie libérale classique par le culte patriotique. Il a utilisé la nostalgie des gens dans le cadre de l'unité de l'ex-U.R.S.S. Mais le régime actuel n'est pas bolchevique. Il est plutôt proche des fascistes. C'est une dictature. D'un autre côté, la privatisation se développe à grands pas, surtout au profit des compagnies étrangères (russes et occidentales). Bien que notre président joue sur la démagogie anti-occidentale, il offre les conditions les plus profitables aux monopoles internationaux. Dans mon village natal, des américains ont acheté l'entreprise électronique, mais ils ne produisent rien, ils font des actions financières. Ce qui fait que tous les ouvriers (3 000 personnes) vont être licenciés. Le salaire moyen est de 300 F par mois. Certaines catégories reçoivent 150 F par mois.

La répression contre l'opposition s'aggrave. Il y a 20 ans les travailleurs du métro et les chauffeurs de bus ont fait une grève. Nos compagnons de la Fédération anarchiste de Biélorussie y ont pris une part active. La grève a été brisée par les forces policières et les meneurs ne peuvent toujours pas trouver de travail.

L'année dernière, il y a eu une grande vague d'opposition en Biélorussie. Maintenant presque tous les partis et groupes politiques sont en opposition au régime actuel : des partis bourgeois jusqu'aux communistes. Pendant un an et demi, à Minsk, il y a eu des manifestations réprimées violemment par la police. Des mesures de plus en plus dures sont prises contre l'opposition. Les gens du K.G.B. attaquent les militants. Un accident de voiture a été organisé contre un de nos compagnons.

Le président déclare qu'il sympathise avec Hitler et qu'il veut construire un État biélorusse sur le modèle du IIIe Reich. Nous avons 140 000 policiers pour une population de 10 millions d'habitants. C'est deux fois plus qu'en Russie et quatre fois plus qu'en Pologne.

Dans de pareilles conditions, la lutte contre le régime est très dure. L'opposition bourgeoise n'est pas capable de peser de façon sérieuse contre la dictature, car ses mots d'ordre ne sont pas populaires. C'est seulement un mouvement de masse qui pourra en finir avec la dictature.

Ce mouvement doit lutter pour la liberté et pour la justice sociale. Et la seule organisation à défendre la lutte de classes sur des bases autogestionnaires, c'est la Fédération anarchiste de Biélorussie.

La conscience des travailleurs se libère peu à peu des mythes imposés par le régime. Notre président a préparé un décret sur la discipline du travail d'après lequel l'administration pourra licencier les travailleurs qui auront commis deux délits de discipline. Ça peut être n'importe quoi et ça donnerait des moyens à l'administration de licencier ceux qui protestent.

L'ouvrier licencié ne touchera pas de prime, à son nouveau travail, pendant un an. On prévoit aussi des amendes pouvant aller jusqu'à 10 000 F.

Notre organisation fait partie de celles qui s'opposent le plus activement au régime. La répression se renforce et notre travail devient de plus en plus difficile. Pendant la manifestation du premier mai 1995, huit membres de notre organisation ont été arrêtés et matraqués par la police. Le 25 septembre dernier, les policiers ont tué un de nos compagnons. Nous avons organisé des manifestations, des grèves et nous avons obtenu qu'une procédure soit engagée contre les coupables. Mais c'est lent et il n'y aura peut-être pas de procès.

Le renforcement de la répression suscite des réactions de la jeunesse qui participe aux mouvements d'opposition. Les affrontements avec la police sont de plus en plus violents. Maintenant, il y a un groupe de lutte armée contre le régime.

Nous faisons tout ce que nous pouvons pour attirer les gens sous nos drapeaux, avec quelques succès. Nous espérons que le fascisme en Biélorussie sera bientôt liquidé, que nous jouerons un rôle important dans cette lutte et qure nous créerons les conditions d'une révolution sociale.

BESANÇON

Des anarchistes Russes au cercle suisse

Le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste, contrairement aux autres formations politiques locales, qui font profil bas sur le sujet, a décidé de ne pas laisser inaperçu le 80e anniversaire de la Révolution russe.

Le 19 novembre, nous projetions le film d'Hélène Chatelain Makhno Paysan d'Ukraine, avant de faire une réunion publique le 21, avec notre compagnon René Berthier, pour faire le point sur le rôle des anarchistes dans la Révolution russe, sur l'opposition entre marxisme et anarchisme et sur les conséquences pour le mouvement ouvrier international de l'issue de cette révolution.

Mais avant cela, nous avions contacté des compagnons russes devant venir à Lyon pour le congrès de l'I.F.A., et mardi 4 novembre, ils étaient à Besançon pour nous parler de la situation en ex-U.R.S.S. Ioulia représentait la K.R.A.S. (Confédération révolutionnaire anarchosyndicaliste, section russe et biélorusse de l'A.I.T. depuis l'année dernière), Youri représentait également la K.R.A.S. ainsi que la Fédération anarchiste de Biélorussie.

Ils nous ont décrit la situation politique et sociale dans leurs pays respectifs, marquée par la misère, le chômage, conséquences d'un capitalisme sauvage qui a remplacé le régime bureaucratique précédent, souvent au profit des mêmes personnes. Les salaires pour ceux qui en ont encore un ont chuté (salaire moyen : 300 F). Pour beaucoup, les illusions sur l'économie de marché se sont donc assez vite envolées et il est logique que certains, surtout les vieux, soient nostalgiques du régime soviétique.

Dans ce contexte, il va falloir dire que la tâche des libertaires n'est pas facile. Aux difficultés financières s'ajoute la répression. Mais aussi bien en Russie qu'en Biélorussie, il semblerait que les thèses libertaires touchent une partie de la jeunesse.

A Moscou, nos compagnons ont dernièrement édité une brochure sur l'anarchosyndicalisme. Ils ont fait une campagne antimilitariste contre la guerre en Tchétchénie conjointement avec l'association des mères de soldats tués à la guerre ; ils distribuent des tracts, et ont ouvert un local à Moscou dans lequel ils ont organisé une bibliothèque comportant déjà plus de 1000 titres. Ils préparent une campagne contre une prochaine augmentation du prix des loyers.

En Biélorussie, les compagnons libertaires ont une tâche encore plus difficile car le régime présidentiel de Loukachenko est encore plus répressif que le régime russe. En septembre 1996, un militant a d'ailleurs été tué par la police.

Une soixantaine de personnes s'étaient déplacées pour entendre le témoignage de nos compagnons de l'ex-U.R.S.S. Après leur exposé, un débat très animé s'est engagé, montrant l'intérêt suscité par les intervenants. Le résultat de la collecte réalisée à la sortie au profit du mouvement anarchiste russe et biélorusse l'a confirmé. En somme, sans intention polémique de notre part, une soirée au bilan globalement positif.

groupe Proudhon

abonnez-vous !

Top 500

TOUT NE VA PAS SI MAL pour certains, la preuve le magazine américain *Forbes* nous apprend que notre planète compte cette année 500 milliardaires, soit 53 de plus qu'en 1996... En tête de ce hit très particulier, on trouve l'inamovible Sultan de Brunei, avec 38 milliards de dollars; le Brunei, pour ceux qui auraient quelques lacunes en géographie, est un minuscule état en haut de l'île de Bornéo (Indonésie), dont le sous-sol regorge de pétrole, en gros le Koweït de l'Asie du Sud-Est. C'est donc assis sur une montagne de barils que ce souverain contemple celui qui le talonne de près avec 36 milliards de dollars, Bill Gates, M. Microsoft, nouveau gourou planétaire du libéralisme et de la liberté de communication (à condition d'utiliser le matériel qu'il vend), liberté qui s'arrête curieusement aux portes de ses entreprises quand il s'agit de syndicats (même si ce sont des internautes?). Il serait fastidieux de citer toute la liste des nababs, vous vous doutez bien qu'on y trouve des têtes couronnées comme la Reine d'Angleterre, des Pays-Bas ou bien la famille royale d'Arabie Saoudite, du Koweït (visiblement le pétrole reste une valeur sûre), pas mal d'américains (soixante), et bien entendu leur seul mérite à beaucoup de ces gens là est... d'avoir hérité!

Cocorico!

La France n'est pas en reste: Onze de nos chers (c'est le mot!) compatriotes sont sur cette liste. Classée vingt-cinquième avec 8,4 milliards de dollars, au cours actuel plus de 50 milliards de francs, excusez du peu, Liliane Bettencourt tient depuis des années la dragée haute face aux parvenus qui lorgnent la première place hexagonale. Héritière, elle aussi, de L'Oréal et d'un beau paquet d'actions Nestlé, son papa chimiste a été très généreux avec sa fille, gentillesse qu'il a notoirement aussi étendu à des collabos après la guerre, son Conseil d'administration en ayant été le refuge douillet pour nombre d'entre eux (nostalgie du Zyklon B?). Trente-deuxième mondiale, la famille Mulliez, avec 7 milliards de dollars: ce sont les caissières d'Auchan avec leurs salaires de misère et leurs horaires déments qui vont être contentes. Nul doute qu'elles vont travailler en acceptant encore plus de précarité, pour permettre à leur patron de monter encore plus haut dans le classement! Pas à plaindre non plus, les héritiers (encore!) Seydoux-Schlumberger: avec 5,3 milliards de dollars, il y a de quoi voir venir. Le grand copain de Chirac et du RPR, François Pinault, ne s'en tire pas trop mal: 3,6 milliards de dollars. Inutile de préciser, n'est-ce pas, que c'est la crise et qu'il faut que les salariés se serrent la ceinture parce qu'il y a trop de charges, que les prestations sociales sont trop élevées, qu'il faut de la rigueur et de la flexibilité pour maintenir l'emploi et la compétitivité, etc. Le discours que ces salauds et leurs valets osent nous tenir, eh bien qu'ils montrent l'exemple et qu'ils se l'appliquent à eux-mêmes en attendant qu'on leur botte le cul une bonne fois pour toutes!

Déclaration sur les sans-papiers

Lors du 6e congrès de l'Internationale des Fédérations anarchistes, tenu à Lyon les 31 octobre, 1er et 2 novembre derniers, nos camarades du groupe No Pasaran de Guyane ont fait la déclaration suivante en soutien à la lutte des sans-papiers.

L'État français, après avoir usé et abusé de la force de travail des travailleurs immigrés, a décidé qu'une fois le citron pressé, il fallait le jeter au feu.

Ce jour, le 31 octobre 1997, est la date butoir fixée par la circulaire du 24 juin pour le dépôt des demandes de « réexaminer la situation de certaines catégories d'étrangers en situation irrégulière ».

Considérant que le ministère de l'Intérieur, afin de rendre inextricable les procédures de « régularisation », a défini des critères spécifiques pour chacune des onze catégories définies par la circulaire, pour justifier à priori les rejets de candidatures.

Considérant qu'il est crapuleux de demander aux prétendus « irréguliers » de fournir des fiches de paye prouvant une « activité régulière », alors que ces personnes travaillent par définition « clandestinement », et exiger qu'elles présentent une déclaration d'impôt ou un bail, elles qui ne paient pas d'impôts et louent généralement leur logement à des marchands de sommeil.

Considérant que cette opération orchestrée par le ministère de l'Intérieur de l'État policier n'est qu'un vaste complot scélérat tendant à « faire sortir du bois », avec la complicité des associations humanitaires, pour ficher tous ceux qui, jusqu'à présent, avaient réussi à échapper aux mailles du filet de la répression policière, et réussir l'épuration ethnique engagée à des fins électoralistes, véritable concession aux exigences d'une extrême droite raciste et fasciste.

Nous dénonçons le pouvoir étatique qui veut faire accepter par le peuple français des mesures qui s'apparentent, non dans la forme mais dans le fond, à la sinistre opération du Vel'd'hiv.

Appellons à tous les travailleurs et exclus à se lever dans un nouvel élan pour contrecarrer ce crime prémédité entre nos frères de misère: les travailleurs immigrés.

Assurons notre soutien total à tous ces hommes, ces femmes et ces enfants frappés par ces mesure iniques et indignes d'une humanité qui aspire à une réelle émancipation pour assurer à tout individu le droit d'exister et de vivre libre et de circuler, travailler où bon lui semble, sur notre planète la Terre.

Unis, nous vaincrons!

Les joies de l'anti-impérialisme

Intox ou réalité, (il faut s'attendre à tout!) le Lider Maximo du pays du socialisme réel, phare mondial de l'anti-impérialisme, le camarade Fidel Castro, est crédité d'une fortune de 14 milliard de dollars! Alors que le peuple cubain souffre des conséquences et de l'embargo américain et de l'incompétence, de la bêtise, de la cruauté d'une bureaucratie marxiste-léniniste incapable, que Cuba s'enfonce dans la misère, que les besoins sociaux ne sont pas satisfaits, ce salopard aurait mis de coté une petite fortune personnelle, sans doute pour ses vieux jours. Il ne fait pas confiance au merveilleux système de retraite cubain ou quoi? Et ce magot, il est planqué où? En Suisse, ou, c'est moins loin, dans un paradis fiscal des Caraïbes? Et ce fric, d'où vient-il? Détournements de fonds, trafic de drogue ou commissions sur ventes d'armes?

Le militant communiste qui quête pour « un bateau pour Cuba » s'interroge et cherche fébrilement une réponse, qui tarde à venir dans l'*Huma*! Saddam Hussein, lui, il se débrouille mieux que le Barbudo: cinqmilliards de dollars; bon, c'est vrai, le pétrole est plus facile à vendre que le sucre de canne, mais quand même... En voilà encore un qui s'en sort pas mal, malgré un embargo qui visiblement fait surtout souffrir le peuple irakien. Quand Saddam avait été un peu trop gourmand en faisant main basse sur le pétrole koweïtien, prétexte à la guerre du Golfe, nos chers trotskistes manifestaient pour la victoire de l'Irak, ou plus exactement du régime baassiste bien vite breveté anti-impérialiste, en clamant qu'une défaite de l'impérialisme, c'était une victoire pour la classe ouvrière!

Devinez où et en quelle monnaie ce grand chef des peuples opprimés cache-t-il ses petites économies? Dans un pays du tiers monde?

A moins qu'il ne fasse, comme tant d'autres, confiance à un banquier suisse, représentant typique de l'anti-impérialisme... On ne les félicitera jamais assez pour la clairvoyance et la pertinence de leur analyse!

Un monde fou

500 milliardaires, des fortunes colossales, et de l'autre coté des centaines de millions de déshérités qui survivent avec moins de un dollar par jour, partout dans ce monde une misère abjecte, y compris dans nos pays dits développés, des millions de gens qui s'appauvrissent pendant qu'une minorité s'enrichit encore et toujours plus.

Ce serait ce monde là qui serait ordonné (air connu)? Il y a erreur, pour une immense majorité d'individus, on dirait plutôt que c'est un certain chaos qui prédomine.

Alors, à quand un peu plus d'harmonie, l'égalité d'une société sans classe ni État, qui éliminerait les injustices, instituerait de nouveaux rapports sociaux sans domination, et qui foutrait définitivement en l'air l'idée même d'enrichissement sur le dos des autres, et les hit-parades obscènes du magazine *Forbes*, bref toute exploitation, aliénation et oppression, en un mot, l'anarchie!

E.G. – groupe de Rouen

dans la toile

En dépouillant le contenu de ma boîte aux lettres électroniques, j'ai eu la surprise de découvrir le message suivant:

« Salut camarades.

Est-ce que vous croyez vraiment que le net peut servir à mettre en relation, à faire communiquer des gens qui ne se connaîtraient pas autrement? Je ne critique pas, je pose la question; je suis nouveau sur le net, je ne sais pas bien quelles sont ses potentialités (à part vider le portefeuille en un temps record...), pour l'instant je vois surtout de la publicité et beaucoup de bouteilles lancées à la mer, sans vraiment savoir s'il y a quelqu'un pour les ramasser. Il y a des réseaux qui semblent marcher pour leurs utilisateurs, mais c'est surtout commercial, non? Pour l'instant j'ai plus l'impression que c'est un instrument d'isolement collectif qu'autre chose. Même pour faire des recherches d'articles scientifiques, je ne trouve pas dès qu'il s'agit de sujets n'intéressant pas le gros business. »

Utilisant l'Internet depuis maintenant un an dans le cadre de mes activités professionnelles, militantes comme privées, l'évidence de l'intérêt de cet outil dans ces trois domaines s'était immédiatement imposée dès que j'y avais eu accès.

Il est vrai que le web peut coûter cher dans certains cas et que la publicité y est plus agressive encore que sur les écrans de télévisions, mais il me semble aussi plein de possibilités – dont beaucoup sont encore à découvrir et à créer – dans le domaine de la communication rapide et fiable (1) des données.

A titre d'exemple, voici une initiative récente parmi beaucoup d'autres:

Un agenda des initiatives (manifs, réunions, expos, etc.) est désormais disponible sur [S A M I Z D A T] à: http://www.anet.fr/~aris/ecn/infoszone/agenda.html

Mise à jour chaque week-end. Envoyez vos infos à: samizdat@ecn.org

Et, pour ceux qui découvrent la toile, voici trois adresses prometteuses:

• celle de la fédération anarchiste: altern.org/fa;

• et celle de deux bonshommes qui ont eu la même idée, celle de ressusciter un vieux titre libertaire: http://mygale.org/07/endehors/ et http://www.minitelorama. com/~alain/endehors/. Ce dernier point indique un aspect de l'Internet sur laquelle nous reviendrons à l'occasion, la multiplicité des approches d'un même objet.

Blue Eyed Keyboard
email: bek_ml@hotmail.com

(1) En ce qui concerne la fiabilité, je vous suggère un site où vous trouverez beaucoup de pointeurs indispensables: http://www.absoluteaccess.com/topsites/

LECTURE

Pariapunk et Final Blast en CD

Mémoire anarcho-punk

Si on ne peut pas affirmer qu'il y a eu une présence massive d'anarcho-punks dans les années 80 en France, il y a eu, tout de même, ça et là, des personnes ou des groupes (de musique, de rédaction de zines, d'organisation de concerts et d'actions, de squatts,...) qui ont imprimé au mouvement punk dans son ensemble la trace de leur passage. Parmi toutes ces personnes, il y avait les groupes Pariapunk (Lyon, 86/88) et Final Blast (Pontarlier, 83/86), dont la réédition complète en C.D. vient de sortir. Un livret (épais) en français et en anglais retrace leur histoire, leurs textes. En voici quelques extraits :

Yann (à l'initiative du C.D.) : « Je voulais sortir ce C.D. car je pense qu'il est triste de laisser disparaître à jamais tous ces vieux groupes ; ils font partie de l'histoire de notre culture.

Leur message et leur approche est toujours originale, poignante et valable de nos jours. Ils n'étaient pas musiciens mais ils ont sorti un disque. Ils n'étaient pas poètes mais ils écrivaient des textes. Ces groupes peu répandus sont autant de pavés dans la mare du rock institutionnalisé et commercialisé ».

Bouth (chanteur de Final Blast) : « Est-il besoin de préciser que pour nous, et pour tous les groupes "souterrains" de l'époque, le seul canal de diffusion était un réseau naissant de fanzines et de radios associatives, ce dont je me souviens comme l'un des éléments assez excitant de cette période ?

Je me rappelle des centaines d'heures passées à répondre au courrier, à dupliquer des démos qui parfois allaient être expédiées à l'autre bout du monde ».

Steph (batteur de Final Blast) : « F. B. était le prolongement d'une attitude, un passage à l'acte. Peu importe si le matériau était brut, on essayait, on apprenait... On avait des choses à dire et on les disait fort. C'était tout à la fois une sorte d'exutoire et d'initiation, le genre d'alchimie qui me fait toujours vibrer ».

Martial (chanteur de Pariapunk) : « Pour se faire une idée de la manière contrastée dont nous étions perçus il y a dix ans, il y a déjà les avis négatifs : on nous a trouvé intolérants, anachroniques, hippie-punks, ayatollahs du drapeau noir, on a trouvé qu'on allait trop loin. Côté positif, on nous a trouvé un beau pessimisme combatif, un souci d'être compris et d'être clairs, une exigence de l'action quotidienne, une lucidité révoltée...

Un autre aspect de Pariapunk, c'est la démarche de ne pas s'arrêter aux évidences, de défricher les idées et les pratiques, de manière collective et avec le souci de l'individu. Enfin, même si la "fatigue et (la) déception ne nous ont pas enlevé l'émotion et la révolte, face à l'injustice qui agresse, face à la souffrance qui blesse" (Pariapunk), il reste l'absence d'espoir, de perspective et d'amour de la vie dans Pariapunk.

A côté de la révolte et de l'éthique, et en complément, il y a d'autres dimensions comme l'humain ou la politique, qui permettent une compréhension plus complète et plus fine de la réalité et des moyens de la modifier, encore et toujours, dans un sens d'égalité et de respect. Pour une vie vivable et enviable, salut et anarchie ».

Ricardo
groupe Kronstadt (Lyon)

On peut écrire à Yann Boislève, B.P. 7523, 35075 Rennes Cedex 3, pour commander (50 F port compris) le C.D. (les deux groupes sont dessus). Dépôt-vente possible.

à la petite semaine

Francophonie

Il semble important, à l'heure où le monde politique qui légifère transforme la nationalité française en une sorte de distinction honorifique rare permettant à ses heureux possesseurs de toiser le reste de l'humanité avec dédain, de rappeler que la langue française ne saurait non plus être considérée à l'image des multiples idiomes ordinaires, pour la plupart inutiles et pour tout dire barbares, comme un simple outil de communication. Il convient à cet égard, au moment où la francophonie vient de se voir perchée sur un sommet, sous la haute garde d'un secrétaire général, de fustiger avec la plus extrême sévérité quiconque s'avisera désormais de ne pas la considérer comme la huitième merveille du monde.

Il est heureux que l'appel à la résistance contre la domination pesante de l'anglais, véhicule vulgaire de l'impérialisme, ait été lancé depuis l'un de ces pays où s'ouvrent de nouveaux marchés et où des perspectives de juteux bénéfices émoustillent déjà les courbes de production d'hommes d'affaires rapaces, certes, mais s'exprimant dans la belle langue de Madelin. Car, on l'aura compris, l'important ne consiste pas à en finir avec le capitalisme, mais bien plutôt de lui apporter, par l'utilisation de notre parler magnifique, une louche « droits de l'homme », frimeuse mais apaisante, qui saura en atténuer l'effroyable sauvagerie. Si, par exemple, depuis que les femmes de ménage se sont transformées en « techniciennes de surface », la merde qu'elles ramassent reste la même et leurs salaires des plus désolants, les intéressées, on le sait, tirent de cette appellation tape-à-l'oreille une fierté légitime que l'anglais bestial ne saurait leur donner.

La première tâche du grand ami et conseiller en la matière du président Chirac, Denis Tillinac, écrivain de renommée corrézienne considérable, doit donc être d'imposer, là où flotta naguère notre drapeau majestueux, dans ces lambeaux de colonies africaines et asiatiques ayant « le français en partage » et surtout rien d'autre, ce vocabulaire grâce auquel il n'est plus d'exploitation ni de marges bénéficiaires honteuses. Qu'on en finisse, en paroles, ici comme là-bas, avec le chômage, la misère, les licenciements, les exploiteurs et tous ces termes désuets charriant un côté prolo à casquette et gitane mais des plus surannés ! Que triomphent la positive « recherche d'emploi », la délicate « précarité » dans une passagère « fracture sociale », les indispensables « restructurations » et leurs « allégements de coûts de structure » civilisés, décidés par quelques sociables « délégués aux ressources humaines » et autres « conseillers en communication »...

Que s'impose avec force la gonflette langagière contre la concision ringarde, afin qu'on sache, là où notre libéralisme s'implante, ce que parler français veut dire ! Car cela n'ira bien sûr pas sans manifestations grincheuses des réfractaires passéistes à une modernité clinquante, hostiles à « réinventer une responsabilité citoyenne ». Autrement dit, à être pris pour des cons...

Floréal

copinage

Louis Capart chantera les 28 et 29 novembre à l'Exigu, à Lyon. Rés. : 01 72 40 91 19.

Serge Utgé-Royo chantera le 28 novembre à 20 h 30 à la salle des fêtes de Saint-Peray (10 km de Valence). 60 et 40 F.

Le spectacle de **Jean-Luc Debattice** s'intitule ***Toutes griffes dehors*** (chansons et poèmes du Chat noir). Jusqu'au 7 décembre à la Maison de la poésie, 157, rue Saint-Martin, 75003 (80 F et 60 F). Réservations : 01 44 54 53 06.

Hamou et Zadig seront au Théâtre Clavel du 25 novembre au 14 décembre, 3, rue Clavel, 75019 Paris (60 F). Rés. : 01 42 38 22 58.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 20 novembre à 18 heures :
Si Vis Pacem : le droit au refus de tuer dans le monde en 1997.

jeudi 20 novembre à 20 h 30 :
Microclimat recevra Thierry Meyssan, du réseau Voltaire.

vendredi 21 novembre à 16 heures :
Reflex recevra les auteurs de « Le Pen les mots »

vendredi 21 novembre à 14 h 30 :
Jazz en liberté : Serge Casero quartet en public (1995) ; Charles Brackeen quartet (1987) ; John Coltrane quartet (1964).

samedi 22 novembre à 11 h 30 :
Chroniques syndicales reçoit Serge Zeyons à propos de ses photos « Sorties d'usine »

samedi 22 novembre à 11 h 30 :
L'Harmonie du monde : « La condamnation de Lucullus », opéra de Paul Dessau et Bertold Brecht

mardi 25 novembre à 8 h 30 :
Boulibaï session : interview de Stephen Marley, Julian Marley et Damian Marley.

mercredi 26 novembre à 10 h 30 :
Blues en liberté : Koro Taylor, blueswoman de Chicago

jeudi 27 novembre à 20 h 30 :
Ni maître ni Dieu recevra le professeur Alain Sobel, président du Conseil national du sida.

Freinet et l'école moderne.*

Collectif, sous la direction de A.Lamihi

Les libertaires ont longtemps eut un rapport tout de désenchantement avec Freinet.

Au quotidien, sur l'essentiel du quotidien, ça n'était jamais vraiment problème car l'imprimerie a l'école, la coopération, la vie comme objet et comme sujet d'étude, la construction de savoirs, l'apprentissage d'une certaine citoyenneté... ça ne pouvait que faire consensus sur le fond, sur la volonté de Freinet de mettre en œuvre les moyens politiques et pédagogiques d'une authentique école prolétarienne ou du peuple, c'était du pareil au même.

Restait l'entre deux, l'engagement de Freinet dans le camp stalinien et dans la foulée du divorce, le missionariat techniciste.

Et ça, c'est peu dire que ça posait problème tant il est vrai que le stalinisme comme mère du fascisme rouge et le technicisme comme porte ouverte au réformisme ne pouvaient qu'hypothéquer le fond et la forme d'une école et d'une éducation libertaire.

Tout cela c'était il y a encore quelques années.

Aujourd'hui, les uns et les autres n'ayant pas réussi à mordre sur le réel, le mouvement Freinet ayant amorcé un retour aux sources et au sens premier de son pourquoi (la fondation d'une école prolétarienne ou du peuple), les différents mouvements pédagogiques issus de Freinet ayant aux trois quarts succombé au baiser de la mort réformiste ; les libertaires ayant endossé le bleu de chauffe de la confrontation au réel, le capitalisme ayant échoué dans sa prétention éducationiste... le dialogue semble enfin possible.

Une école du peuple, prolétarienne, oui ! Des expérimentations de tous ordres (à l'intérieur de l'institution dominante comme à l'extérieur) où l'on conjugue le temps rare de l'égalité des chances scolaires au temps au moins aussi rare du désir et du plaisir de l'enfant... oui ! La volonté d'aboutir à et aux moyens d'un authentique service public, laïque et gratuit d'enseignement et d'éducation... oui ! L'évidence de situer ce combat dans un combat plus large en termes de mouvements sociaux et de révolution sociale... Oui ! Oui, oui, oui !

Aujourd'hui, l'école comme la société sont aux bord de la guerre civile. Le mouvement Freinet comme un certain nombre de mouvements pédagogiques qui en sont issus et comme les libertaires, sont en train de prendre conscience, et de la situation et de la similarité de leur démarche fondamentale, et de l'opérance de leurs réponses.

Ce livre collectif en témoigne.

Il nous conte Célestin Freinet, la pédagogie de l'école moderne, son originalité, son actualité. Il confronte. Il interpelle. Il tend la main. Il lance des passerelles. Il est autant plein de certitudes que de doutes et ce faisant, il déborde d'espoirs.

Lisez ce livre. Lisez l'introduction d'Ahmed Lamihi, le texte de Raymond Fonvieille sur l'origine des contenus, celui de Lourau sur la culture technique, celui d'encore Raymond Fonvieille sur Deligny (magnifique), celui de Jean Pierre Caro sur Freinet et Ferrer (fabuleux), celui de... Lisez tous les textes de ce livre.

Ca vaut franchement le jus !

Jadis j'ai eu la dent dure avec les camarades de Freinet. Je ne renie rien de cela. Mais les temps et les gens changent. Freinet a changé. Les libertaires aussi et ce n'est pas un hasard si l'école libertaire Bonaventure fait aujourd'hui partie du mouvement Freinet.

C'est bien connu, ceux qui ne sont pas libertaires a vingt ans sont des imbéciles. Et ceux qui le sont encore à quarante... dérangeront toujours ceux qui n'auront jamais vingt ans.

Sérieusement, lisez ce bouquin, il est top.

Et un grand merci à ce vieux bougre d'Yvan Davy de l'avoir édité.

Jean-Marc Raynaud

(1) 170 pages, 90 F, en vente à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011, Paris.

NOISY-LE-GRAND

La démocratie en actes

La mise en cause de l'action d'un maire est un exercice intéressant. Déjà évoquée ici (M.L. 1100 entre autres), l'affaire Pajon vient de se montrer tout à fait significative à notre avis de ce que sont les règles du jeu démocratique.

Le collectif noiséen de vigilance et d'action citoyenne contre l'ordre moral organisait le 5 novembre une conférence sur l'implantation de l'extrême droite dans la ville, à l'occasion de l'inauguration quelques jours plus tard de l'église intégriste Saint-Martin-des-Gaules. Le maire socialiste a depuis longtemps été mis en accusation pour avoir signé le permis de construire.

La conférence fut un succès public. Outre les orateurs Thierry Meyssan et René Monzat, chacun put intervenir et les prises de parole furent diverses et nombreuses. On retiendra particulièrement celle du maire-adjoint de Noisy-le-Grand venu défendre son Pajon. Le permis de construire ne fut donc accordé que parce qu'il n'était pas possible de faire autrement, car rien ne permet dans le code de l'urbanisme de s'opposer à une telle construction. Il fut donc rappelé au jeune politicien que le précédent maire (ancienne majorité) avait quant à lui refusé ce permis de construire; il lui fut aussi rappelé que Pajon refusait actuellement un permis pour les Témoins de Jéhovah...

Il était clair pour la plupart des personnes présentes que Pajon, présenté comme un simple fonctionnaire signant des papiers parce qu'il ne peut pas faire autrement, se conduit finalement comme Papon: il nous prend pour des cons.

L'ambiance était pour le moins défavorable au socialo. Mais que n'entendit-on pas une fois que la discussion fut close, le micro éteint? Voilà que quelqu'un jusqu'alors silencieux se lève et prend la parole: la méthode sentait le professionnel... Et notre homme de nous faire du « mes camarades, il faut l'unité contre l'extrême droite... », « mes camarades... ». Au bout d'un temps, plusieurs personnes lui ont demandé qui il était... ce qui pouvait aussi signifier: qui était-il pour nous prendre à ce point pour des cons? « Je suis délégué national du Parti socialiste. » C'était intéressant: Solférino avait donc estimé que Pajon était suffisamment mal en point sur sa commune pour lui envoyer des défenseurs. Quant à Pajon lui-même, il avait probablement dû avoir un empêchement ce soir-là.

Il devait encore être trop occupé le 11 à midi, car on ne l'a pas vu sous la banderole de sa section du P.S. Oui, le P.S. était là. Il avait pourtant patiemment recouvert la plupart des affiches appelant à la manifestation, n'en laissant toujours qu'une, entourée d'affiche P.S. En deux mots: une grossière récupération.

Cette opposition à la construction d'une chapelle intégriste a toujours été clairement due au fait qu'au-delà du lieu de culte, c'est un local politique qui s'installe, en l'occurence un local de la droite la plus extrême. Cela fut confirmé ce 11 novembre par la présence de Martial Bild, conseiller régional du Front national et par des déclarations comme celles rapportées par les journalistes. Ainsi : « Cette église a été construite pierre à pierre, c'est un symbole fort de la reconquête de la banlieue » (1).

La manifestation à l'appel du collectif a rassemblé un millier de personnes environ; les libertaires y tenaient une bonne place. Le cortège était plus fourni que celui des fidèles lefevbristes. On regrettera seulement l'excitation de certains antifascistes « capuche-foulard ». Ils se reconnaîtront, mais ils feraient bien aussi de savoir reconnaître une provocation policière.

Le raisonnement électoraliste socialo-crapuleux est connu: on favorise l'expression de l'extrême droite afin de s'en servir comme repoussoir et de se présenter comme le recours pour faire l'unité contre l'extrême droite. Nombre de manifestants ont répondu: «Le Front national s'installe, le P.S. fournit les pierres».

Albert Morfalou

(1) *Le Parisien* citant « Philippe, venu défendre Xavier Dor »... Ou bien encore Jean-François, 22 ans, qui dénonce « le clergé diocésain politisé et pollué par les idées maçonniques ».

LYON

Tunnel de l'Escroquerie Organisée

Provocation des gardes-péages

Lundi 10 novembre, comme chaque lundi depuis le mois d'août, le Collectif pour la gratuité et contre le racket (dans lequel la F.A. de Lyon est investie) organisait une opération « péage gratuit » au péage Saint-Clair. Du fil de fer permettait de maintenir les barrières levées, chaque automobiliste recevait un tract et parfois nous achetait un autocollant « T.E.O., Oui à la gratuité ». Jusque là, pas de soucis particuliers !

Ce sont quelques salariés de la société exploitante du péage (120 salariés sur l'ensemble du tronçon) qui nous ont provoqués ce jour-là. Ils coupaient systématiquement les fils de fer et lançaient même des propos réactionnaires et xénophobes à l'encontre de militants du Collectif (du style « ferme-la, tu cause même pas français » ou « vous nous emmerdez les prolos ! »): la tension ne pouvait que monter. Auparavant, le dialogue avait permis de les neutraliser, et il n'y avait eu que quelques altercations mineures.

Cette fois-ci les choses sont allées un peu plus loin. Ces employés plein de zèle ont appelé les flics qui sont venus à un plein fourgon. Trois membres du Collectif, parmi la trentaine que nous étions, furent désignés pour avoir commis des dégradations sur du matériel privé. Comme il se doit, ces dégradations ont été niées par les trois membres du Collectif auditionnés en charmante compagnie dans un bureau rempli de C.R.S. situé tout près du péage. Pendant ce temps là, une vingtaine de motards de la F.F.M.C. (Fédération française des motards en colère) arrivait pour prêter main forte aux levées des barrières. D'autres membres du Collectif préparaient vin chaud, thé et café. La provocation avait manifestement échouée.

Néammoins cette intervention des flics n'est pas le fruit du hasard. Bouygues (concessionnaire du péage) et les pouvoirs locaux misent sur notre épuisement et jouent la carte de l'intimidation. Mais la mobilisation ne semble pas faiblir, car une manifestation est d'ores et déjà prévue (en liaison avec d'autres villes ayant le même problème) pour réclamer la gratuité des périphériques urbains.

Et les opérations « péage gratuit» continueront tous les lundis.

Manu. – groupe Déjacque (Lyon)

A G E N D A

jeudi 20 novembre

MONTPELLIER: Le groupe de la Fédération anarchiste organise un **débat « immigration et politiques xénophobes »** à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne d'Arc à 20 h 30.

vendredi 21 novembre

BESANÇON: Le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste organise une réunion publique animée par René Berthier sur **« Il y a 80 ans la révolution russe, une analyse libertaire »** à 20 h 30 au cercle suisse (4, rue de Lacoré).

LILLE: Projection vidéo du documentaire ***« Plan fixe »*** sur parcours militant d'une anarchiste finlandaise vivant en Suisse au Centre culturel libertaire à 20 heures, 1-2 rue Denis-du-Péage (Fives).

samedi 22 novembre

ANGERS: Le groupe Malatesta de la F.A. invite ses sympathisants à participer à la manifestation pour l'abrogation des lois anti-immigrés et la régularisation des sans-papiers à **15 heures place du Ralliement**.

LYON: L'union locale de la Fédération anarchiste vous invite à un débat sur le thème ***« Du scandale de TEO à une gestion libertaire de la ville »*** à 15 heures à la librairie la Plume Noire (19, rue Pierre Blanc).

PARIS : Manifestation de **soutien aux sans-papiers** à partir de 14 h 30 métro Solférino.

MARSEILLE: Le CIRA organise un débat sur **Le Libertaire, un organe anarchiste dans l'entre-deux guerres** à 17 heures, 3 rue Saint Dominique.

MONTREUIL (93): week-end antipatriarcal au bar associatif Le Vendémiaire (centre commercial Croix de Chavaux). Débats: à 16 heures, les femmes dans la rue; à 18 heures, création d'un réseau européen d'hommes pro-féministes; à 21 heures, théâtre; à 23 heures, soirée dansante. Table de presse, S.C.A.L.P.-Reflex.

SAILLAGOUSE (66): Le groupe Puig Antich de la Fédération anarchiste organise une conférence-débat sur le thème « **Décembre 1995... décembre 1997 : qu'y a-t-il de changé ?** » de 16 heures à 20 heures à la salle de la mairie.

SAINT-OUEN (93): Manifestation de soutien aux expulsés et au local associatif du **31, rue Farcot à 11 heures**.

SAINT-OUEN (93): Le groupe Henry Poulaille de la Fédération anarchiste et l'association Le Vent du ch'min organise une rencontre sur **la précarité, le chômage et le travail en miettes en Grande-Bretagne**. A 16 heures: documentaire (L'envers de la réussite ou l'après thatcherisme); à 17 h 15: rencontre-débat; 19 h 15: «surprise»; 20 heures: buvette, restauration; 20 h 45: Documentaire (Les dockers de Liverpool) suivi d'une dernière discussion autour d'un verre. 31, rue Farcot (M° Garibaldi). Entrée gratuite.

VERSAILLES: Manifestation pour la réintégration de Fabienne dans ses fonctions, licenciée de l'Education nationale, victime de «pressions» antisyndicales à l'appel de la C.N.T. (cf M.L. n° 1998). **15 h 30 gare de Versailles rive droite.**

dimanche 23 novembre

MONTREUIL (93): week-end antipatriarcal (suite). projection vidéo à 14 heures; débats: à 16 heures, l'intégrisme et les femmes; à 18 heures, quelle articulation entre féminisme, anticapitalisme et antifascisme, quelles lutte féministes aujourd'hui?

mercredi 26 novembre

TOURS: Le groupe libertaire organise un **débat-vidéo-bouffe** sur le mouvement ouvrier et le syndicalisme à Utopia, 32, rue Carnot à partir de 19 h 30.

jeudi 27 novembre

LYON: L'Union locale de la Fédération anarchiste appelle à la manifestation contre le loi Chevènement sur l'immigration **à 18 heures place des Terreaux.**

MONTPELLIER: Le groupe de la Fédération anarchiste organise un débat **« 1917: révolution et contre-révolution »** à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne d'Arc à 20 h 30.

samedi 29 novembre

PARIS : Rencontre avec les auditeurs des émissions de *Radio libertaria* (CNT) et les *Chroniques syndicales* : **Résistons au travail en miettes** à 14 h 30 à la Bourse du travail, salle Louise Michel, 3, rue du Château d'eau (M° République).

ROUEN: Editions libertaires à La Halle aux Toiles de 15 heures à 23 heures organisées par le groupe de la Fédération anarchiste ***« Drapeau noir, roman noir »*** avec stands, librairie, forum... avec Jean-Jacques Reboux, Sylvie Picard et Evane Hanska.